

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 03/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRANGE ENVIRONNEMENT

Lieu dit Brocas
47300 Bias

Références : YKP/SM/Ubd24-47/2025/99
Code AIOT : 0005208127

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement BRANGE ENVIRONNEMENT implanté 261 ROUTE DE JOLICHAMP BROCAS 47300 BIAS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement Brangé est concerné par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des ICPE car il relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2791 "installation de traitement de déchets non dangereux[...]". L'exploitant a réalisé, sur le point de rejets aqueux de l'établissement, les trois campagnes mensuelles d'analyses attendues, en janvier, février et mars 2025 et a déclaré les résultats de ces analyses via le site internet GIDAF.

Pour les trois campagnes de mesure, l'AOF et plusieurs substances PFAS sont systématiquement mesurés au-dessus de la limite de quantification avec des concentrations et des flux moyens qui se démarquent de ceux d'autres établissements de Nouvelle-Aquitaine avec une activité similaire.

Cette première analyse des résultats justifie l'inspection sur site. Cependant, les résultats de l'établissement ne le place pas dans la liste prioritaire nationale.

NB : L'exploitant de l'établissement Brangé est également l'exploitant de l'établissement Aliarec Environnement (AIOT 0005207396). Comme celui-ci est concerné par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des ICPE, la visite d'inspection porte également sur les résultats de ce deuxième établissement. Cela fait l'objet d'un rapport d'inspection propre au site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGE ENVIRONNEMENT
- 261 ROUTE DE JOLICHAMP BROCAS 47300 BIAS
- Code AIOT : 0005208127
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Brangé exerce une activité de collecte, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (VHU) ainsi qu'une activité de transit, regroupement ou tri de métaux et déchets de métaux non dangereux et de traitement de déchet non dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant fait part de la nouvelle organisation du groupe Brangé Environnement, l'inspection demande à recevoir un organigramme de cette nouvelle organisation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	15 jours
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de sensibiliser l'exploitant sur le sujet des PFAS et sur la démarche à entreprendre pour réduire leur émission dans les rejets aqueux de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a effectué trois campagnes de mesure en janvier, février et mars 2025 et renseigné les résultats sur le site GIDAF.</p> <p>L'inspection constate que les déclarations de février et mars 2025 comportent des erreurs sur la saisie des résultats AOF et PFAS (mauvaise unité).</p> <p>Pour les trois campagnes de mesure, l'AOF et les mêmes 10 molécules PFAS sont systématiquement mesurés au-dessus de la limite de quantification. Les molécules concernées sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> - acide perfluorobutanoïque (PFBA) - acide perfluoropentanoïque (PFPeA) - acide perfluorohexanoïque (PFHxA) - acide perfluoroheptanoïque (PFHpA) - acide perfluorooctanoïque (PFOA) - acide perfluorobutane sulfonique (PFBS) - acide perfluoropentane sulfonique (PFPeS) - acide perfluorohexane sulfonique (PFHxS) - acide perfluoroheptane sulfonique (PFHpS) - acide perfluorooctane sulfonique (PFOS) <p>D'après les rapports d'analyse, la moyenne de la somme des concentrations des substances PFAS quantifiées est d'environ 11,8 µg/L, avec un maximum de 18,2 µg/L et la moyenne des flux journaliers de ces substances (c'est à dire en prenant en compte le volume journalier d'eaux rejetées) est d'environ 0,923g, avec un maximum d'environ 2,431g.</p> <p>Le seuil de coupure, c'est à dire le flux de substances PFAS au-delà duquel l'établissement rentre</p>

dans la liste prioritaire nationale est de 1,5g. La moyenne des flux journaliers de l'établissement est inférieur à ce seuil de coupure mais est dépassé pour l'une des campagnes (janvier 2025).

D'après les rapports d'analyse, la moyenne des concentrations AOF est d'environ 17,3 µg/L, avec un maximum de 27 µg/L et la moyenne des flux journaliers de ces substances (c'est à dire en prenant en compte le volume journalier d'eaux rejetées) est d'environ 1,2g, avec un maximum d'environ 3,2g.

Le seuil de coupure, c'est à dire le flux d'AOF au-delà duquel l'établissement rentre dans la liste prioritaire nationale est de 15g. La moyenne des flux journaliers de l'établissement est inférieur à ce seuil de coupure.

A la lecture des rapports d'analyse, l'inspection constate que les concentrations en AOF et en substances PFAS ne semblent pas corrélées aux volumes d'eaux rejetées, ces derniers dépendant de la pluviométrie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de vérifier les déclarations des trois campagnes de mesure et de les modifier en conséquence en:

- portant une attention particulière aux unités, les résultats devant tous être exprimés en µg/L et non en ng/L
- prenant comme limites de quantification 2 µg/L pour l'AOF et 0,1 µg/L pour les PFAS
- indiquant OUI dans la colonne "Non quantifié ? (résultat < LQ)" si les résultats sont inférieurs aux limites de quantification mentionnés supra

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L

Prescription contrôlée :

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau
Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.

Constats :

Pour les trois campagnes de mesure, les résultats PFOS respectent la valeur limite d'émission de

<p>25 µg/L.</p> <p>La moyenne des résultats PFOS des 3 campagnes de mesure est de 8,3 µg/L avec un maximum de 13 µg/L.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas établi de liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation.</p> <p>Pendant la visite d'inspection, l'exploitant justifie l'absence de cette liste par le fait qu'il traite des déchets, soit des produits en fin de cycle, de natures et d'origines très diverses, empêchant d'en connaître la composition et donc de conclure sur la présence ou non de substances PFAS.</p> <p>L'exploitant précise également pendant la visite qu'il considère ne pas utiliser de produit sur leur site dans le cadre de leur activité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant, dans le cadre de la mise en place d'un plan d'actions de réduction d'émission de substances PFAS dans leurs rejets aqueux, de préciser le calendrier de l'étape d'investigation des produits utilisés sur site ou présents dans les déchets traités (huiles, graisses, lubrifiants, tensio-actifs...) et pouvant rentrer en contact avec les eaux pluviales rejetées du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>[...] L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la suite des campagnes de mesure des substances PFAS, l'exploitant n'a pas mis en place de plan d'action.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a exprimé sa volonté à rechercher la ou les causes de l'origine de la présence des substances PFAS dans ses rejets, et à élaborer ledit plan.</p> <p>La visite du site confirme la diversité de natures des déchets traités sur le site et la complexité de la phase d'investigation de l'origine ou des origines de la pollution aux substances PFAS.</p> <p>Pendant la visite, l'exploitant informe l'inspection qu'il a également engagé un processus d'amélioration de la qualité des ces rejets aqueux, des dépassements des valeurs limite d'émission ayant déjà été relevés en matières en suspension (MES), en demande chimique en oxygène (DCO) et en demande biochimique en oxygène (DBO5).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir, dans un délai de trois mois, un plan d'actions détaillé pour, dans un premier temps, cibler la ou les sources de pollution des eaux pluviales par les substances PFAS, puis évaluer et mettre en place les mesures correctives et enfin, surveiller l'efficacité de ces mesures. Chaque étape sera proposée avec un calendrier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>